

À LYON, LA RENAISSANCE DU SERVICE PUBLIC FUNÉRAIRE



La société publique locale (SPL) gère le crématorium et les chambres funéraires (à gauche). Yves, le responsable des convois, prépare les cercueils.

Dans un secteur capté par des géants financiers, le service funéraire de la métropole de Lyon a fait de sa mission publique la boussole de son action. Accompagnement des familles, tarification au plus juste, innovations écologiques visent à réinvestir une vocation sociale universelle.



JUSTICE SOCIALE

Le temps de vivre

Le cercueil vient d'arriver par le monte-charge. Paul (1) le dépose sur la rampe d'introduction, le fait glisser sans heurt sur le tapis roulant vers un rideau métallique qui s'ouvre par le haut à son approche. Fugace rougeoiement des flammes avant que la caisse rectangulaire en bois, où repose le défunt, ne soit en quelques secondes absorbée dans l'orifice incandescent.

Le jeune agent de crémation du service funéraire de la métropole de Lyon, corps et visage tendus dans cette tâche, rejoint la salle des commandes pour veiller au bon réglage du four lancé à plus de 900 °C. Pendant ces souterrains manœuvres, la famille rend au défunt ses derniers hommages, orchestrés par un chef de cérémonie, dans l'une des salles dédiées de l'historique bâtisse construite en 1913 au sein du cimetière de la Guillotière (8^e arrondissement de Lyon).

« LA DIGNITÉ POUR TOUS »

Ce 14 janvier, les employés du crématorium – géré en délégation de service public par le service funéraire – ne chôment pas. C'est un fait documenté : les gens meurent davantage entre janvier et mars, avec un pic identifié le 3 janvier. « Paul a réalisé aujourd'hui une douzaine de crémations », confie Pascal Bonnet, le chef du service logistique, plus de vingt ans de métier au compteur, qui guide nos pas dans cette immersion au cœur des rouages des pompes funèbres publiques lyonnaises.

Dans ces lieux se joue pour les familles endeuillées l'épilogue d'une intense parenthèse de plusieurs jours durant lesquels la soixantaine de salariés du service funéraire a pour mission de déployer autour d'elles une chaîne humaine, selon une marche qui ne souffre pas de faux pas. Avec une unique boussole : « le sens du service public », disent unanimes les salariés croisés.

« La dignité pour tous » : le slogan affiché à l'entrée de son siège social, avenue Berthelot (7^e arrondissement), en résume l'esprit. Le quartier d'implantation historique des pompes funèbres publiques, héritières des services funéraires municipaux de Lyon et de Villeurbanne, nées il y a cent vingt ans autour du cimetière de la Guillotière, est désormais quadrillé par les agences commerciales du secteur privé. Une image saisissante de l'hyperconcurrence née de la fin du monopole communal funéraire, sous l'effet de la loi Sueur du 8 janvier 1993. Et, de fait, de la difficulté pour un service public d'exister face à la force de frappe de mastodontes aux mains de fonds de pension étrangers, tels OGF-PFG et Funecap.

« En 1993, on avait 40 % de parts de marché,



Gabriel, un maître de cérémonie heureux d'avoir été débauché du privé. La directrice générale du service échange avec l' élu Laurent Bosetti, qui préside la SPL.

aujourd'hui on n'est plus qu'à 15 %, alors qu'on est 20 % moins cher. Cherchez l'erreur », résume Agnès Bachelot-Journet, la directrice générale du service funéraire, qui est adossé à une société publique locale (SPL). Entreprise de droit privé, au capital et à la gouvernance 100 % publics, la SPL déploie son champ d'action à travers huit agences commerciales et, par délégation de service public, elle gère aussi le crématorium, les chambres funéraires, et le fossage des concessions arrivées à échéance. Face à l'invisibilisation de l'offre funéraire publique et à son image sous-cotée, l'énergique directrice, issue de la fonction publique territoriale, ne désarme pas pour renverser la vapeur, portée, souligne-t-elle, par le volontarisme de Laurent Bosetti, l'adjoint au maire qui préside le service funéraire.

À l'origine d'une série d'initiatives novatrices (obsèques écologiques, mise en place d'une tarification sociale pour l'achat de concessions...), l' élu de la municipalité d'Union de la gauche de Lyon se démarque par son aspiration « à politiser » ce service public, à ses yeux trop souvent laissé à la marge par les décideurs.

Qu'il s'agisse des obsèques de l'ancien maire Gérard Collomb, de celles du chef Paul Bocuse ou de celles d'un défunt aux revenus modestes, le soin accordé

Opérateur de crémation, Paul fait partie d'une équipe jeune qui renouvelle l'image des pompes funèbres.



« EN 1993, ON AVAIT 40 % DE PARTS DE MARCHÉ, AUJOURD'HUI ON N'EST PLUS QU'À 15 %, ALORS QU'ON EST 20 % MOINS CHER. CHERCHEZ L'ERREUR. »

AGNÈS BACHELOT-JOURNET, DG DU SERVICE FUNÉRAIRE

sera le même, assure l' élu. Avec « un prix calculé au plus juste », soit 4 843 euros pour une inhumation (20 % moins cher que chez PFG) et 3 691 euros pour une crémation (près de 22 % moins cher que PFG). Ici, nul besoin de dégager des marges pour rémunérer des actionnaires, et nulle injonction « à charger le devis » pour les conseillers funéraires, assure Agnès Bachelot-Journet. Leurs primes, équivalant à 5 % de la rémunération – contre 50 % dans certaines entreprises privées du secteur – sont adossées au volume d'obsèques réalisées et non à la vente « du cercueil en chêne ou du capiton brodé ».

Un état d'esprit qui permet des conditions de travail apaisées pour les salariés, selon la directrice, qui cite les nombreux transfuges débauchés chez les mastodontes du privé, ceux qui sont partis un temps voir ailleurs avant de revenir, ou encore ceux qui, en reconversion, auraient entamé ici une nouvelle vie professionnelle plus épanouissante.

BIEN LOIN DE L'IMAGINAIRE DU CROQUE-MORT

« En deux ans de missions, je n'ai pas vu le temps passer », confirme Vanessa, conseillère funéraire et ex-contrôleuse à la RATP, qui nous accueille dans le bureau baigné de lumière où sont reçues les familles endeuillées. La pimpante jeune femme brune, qui n'était plus alignée avec « la politique du chiffre au détriment de l'accompagnement des voyageurs » imposée dans son poste précédent, a désormais trouvé « sa place » dans ces missions qui mêlent logistique, administratif, et écoute des familles. « Émotionnellement, ce métier est le plus facile de la chaîne, car l'urgence de parer au pratico-pratique



Vanessa, conseillère funéraire, a quitté la RATP et trouvé « sa place » à la SPL. Maître d'œuvre des obsèques, elle est le contact essentiel des familles.

masque encore la douleur de la perte. Je n'aurais pas pu être maîtresse de cérémonie », confie-t-elle. Dans la salle de pause au sein de l'entrepôt où sont stockés les cercueils, Gabriel, maître de cérémonie, sanglé dans un costume noir à la coupe impeccable, le reconnaît : « On n'est pas en pierre. Il y a des convois plus durs que d'autres, on est obligés de mettre une distance. » Le jeune homme, cuisinier avant de se reconverter dans le funéraire, a été convaincu il y a un an par Pascal Bonnet de quitter OGF pour rejoindre la société publique. Le directeur de la logistique, lui-même un ancien de l'entreprise privée, lui en avait promis : « Tu seras beaucoup mieux ici. »

Ces conditions de travail sereines sont reconnues par tous les agents rencontrés. Un argument qui pourrait susciter des vocations dans un secteur « qui n'envoie pas du rêve a priori et peine à recruter » selon Margaux, la responsable du service fossage qui revient, casque à la main, du cimetière où elle supervise une équipe de huit fossoyeurs. Celle qui fut dans une autre vie éducatrice spécialisée s'amuse de ce que, en société, on lui rétorque « qu'elle n'a pas la gueule de l'emploi. » On est en effet bien loin de l'imaginaire du croque-mort à la vue de l'effervescence joyeuse régnant au sein de ces équipes souvent jeunes, avec une forte présence féminine aux postes à responsabilité, dont le plaisir d'être à l'ouvrage a quelque chose de communicatif.

« On est heureux de venir ici chaque matin », confie Julia, la responsable de la chambre funéraire, ex-gendarme en reconversion, entrée ici « un peu par hasard », pour qui le métier a été « une révélation ». Même ferveur pour Yves, le chef des convois, qui dit « avoir son métier chevillé au corps » et se demande pourquoi il n'y a pas davantage de candidats dans le secteur. Laurent Bonnet voit lui cependant une condition loin d'être à la portée de tous : « On ne peut exercer ces missions si on n'a pas fait la paix avec sa propre mort. » ●

HAYET KECHIT

hayet.kechit@humanite.fr

REPORTAGE PHOTO : EMMANUEL FOUROT POUR L'HUMANITÉ

(1) La présence ou pas du nom de famille pour les personnes citées correspond à la façon dont elles se sont présentées à nous.